

Unité départementale Le Havre
48 Rue Denfert Rochereau
76600 Le Havre

Le Havre, le 23/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

2H ENERGY

ZI de Babeuf
76400 Saint-Léonard

Références : 20260128_2H_ENERGY_VI_Cheminées
Code AIOT : 0005802088

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/01/2026 dans l'établissement 2H ENERGY implanté ZI de Babeuf Parc d'Activités des Hautes Falaises 76400 Saint-Léonard. L'inspection a été annoncée le 26/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du 28 janvier 2026 fait suite à un échange téléphonique entre l'inspection des installations classées et l'exploitant le 26 janvier 2026, échange durant lequel l'exploitant a informé l'inspection de dégâts sur les cheminées de rejet atmosphérique de l'atelier d'essai des groupes électrogènes. Les dégâts ont été causés par la tempête hivernale Goretti qui a frappé la Normandie dans la nuit du 08 au 09 janvier 2026. Deux des quatre cheminées de l'atelier ont été touchées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- 2H ENERGY

- ZI de Babeuf Parc d'Activités des Hautes Falaises 76400 Saint-Léonard
- Code AIOT : 0005802088
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitant 2H Energy exerce des activités de production et d'essais de groupes électrogènes et d'ensemble électrotechniques sur le site de Saint Léonard.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- NATECH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Conditions générales d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 03/07/2002, article II-2	Demande d'action corrective	15 jours
3	Conditions générales d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 03/07/2002, article II-3	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	AP Complémentaire du 14/11/2012, article 1	Sans objet
4	Prévention de la pollution de l'air	Arrêté Préfectoral du 03/07/2002, article III-2-4	Sans objet
5	Installations de combustion [...] soumise à autorisation [...] 2931 [...]	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 18	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite d'inspection du 28 janvier 2026, l'exploitant a souhaité pouvoir continuer à exploiter les cellules d'essais de groupes électrogènes 2 et 3 avec les cheminées endommagées. L'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant d'évaluer préalablement l'impact de la perte de hauteur de ses deux cheminées sur les conclusions de son évaluation du risque sanitaire incluse dans son dernier dossier de demande d'autorisation environnementale. Par courriel du 16 février 2026, l'exploitant a fait savoir à l'inspection qu'il laisserait à l'arrêt les cellules 2 et 3 jusqu'à la remise en état des deux cheminées.

L'inspection demande à l'exploitant :

- de télédéclarer son incident sur le site internet dédié,
- de l'informer de la remise en état des deux cheminées,
- de vérifier le bon état des deux cheminées de la cellule 1 et de l'atelier.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/11/2012, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
Prescription contrôlée : <p>La société 2H ENERGY, dont le siège social est Parc d'Activités des Hautes Falaises à Saint-Léonard est tenue de respecter les prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 3 juillet 2002 et les prescriptions complémentaires ci-annexées dans le cadre de l'exploitation des diverses installations situées à cette même adresse [...]</p>
Constats : <p>La société 2h Energy est une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) soumise à autorisation. Ses activités sont encadrées par un arrêté préfectoral du 03 juillet 2002 et un arrêté préfectoral complémentaire du 14 novembre 2012. Elle produit et teste sur son site des groupes électrogènes. L'atelier d'essai des groupes électrogènes est soumis à autorisation au titre de la rubrique ICPE 2931 : Ateliers d'essais sur banc de moteurs à explosion, à combustion interne ou à réaction, turbines à combustion, lorsque la puissance totale définie comme la puissance mécanique sur l'arbre au régime de rotation maximal, des moteurs ou turbines simultanément en essais est supérieure à 150 kW.</p> <p>Les essais des groupes électrogènes sont réalisés sur site dans trois cellules insonorisées, localisées dans un bâtiment. Chaque cellule est équipée d'une cheminée, pour le rejet des gaz de combustion à 15 mètres de hauteur : la cheminée est accolée au bâtiment. Une quatrième cheminée permet les essais de groupes électrogènes insonorisés à l'intérieur du bâtiment.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Conditions générales d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2002, article II-2
Thème(s) : Risques accidentels, Déclarations des incident et accidents
Prescription contrôlée : <p>Les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement devront être déclarés dans les meilleurs délais à l'Inspection des Installations Classées conformément aux dispositions de l'article 38 du décret n77.1133 du 21 Septembre 1977.</p>
Constats : <p>L'exploitant a informé l'inspection des installations classées de son incident par communication</p>

<p>téléphonique du 26 janvier 2026. Sur place le 28 janvier 2026, l'inspection a constaté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - que les deux cheminées localisées le plus à l'est et le plus à l'ouest sont visuellement intactes (cellule 1 et atelier) ; - que les deux cheminées localisées entre les cheminées intactes ont perdu, pour l'une, la partie terminale constitué d'un dispositif de type Venturi (cellule 3) et, pour l'autre, le dispositif terminal ainsi que la tuyauterie partie haute (cellule 2). <p>A l'intérieur du bâtiment, l'inspection des installations classées a constaté qu'aucun essai de matériel n'était en cours dans les cellules 2 et 3.</p> <p>Le Décret n° 2025-804 du 11 août 2025 portant diverses dispositions de simplification du droit de l'environnement a modifié, entre autres, l'article R.512-69 du Code de l'Environnement concernant la déclaration d'accident ou d'incident à l'inspection des installations classées.</p> <p>Désormais, et à partir du 1er janvier 2026, la déclaration d'accident ou d'incident au sein d'une ICPE se fait sous forme dématérialisée. Le site internet permettant de télédéclarer un événement est le suivant : https://entreprendre.service-public.fr/</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de télédéclarer son incident du 09 janvier sur le site internet dédié, dans un délai de 15 jours à réception du présent rapport.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 3 : Conditions générales d'exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2002, article II-3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des dangers et nuisances</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté devra être immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant.</p>
<p>Constats :</p> <p>Durant la visite d'inspection du 28 janvier 2026, l'exploitant a fait savoir à l'inspection des installations classées qu'il avait consulté des fournisseurs pour la remise en état de ses deux cheminées endommagées. Les délais annoncés à l'exploitant pour la disponibilité de matériel de remplacement sont de quatre à six mois.</p> <p>L'exploitant a demandé lors de la visite d'inspection à pouvoir bénéficier d'une dérogation permettant de continuer à exploiter les cellules d'essai 2 et 3. L'inspection considère que, préalablement à une utilisation des cheminées endommagées, l'exploitant doit démontrer que les rejets atmosphériques des fumées de combustion des groupes électrogènes ne vont pas engendrer de dangers ou de nuisances pour le voisinage.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p>

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de procéder à un examen technique des deux cheminées non endommagées par la tempête Goretti pour s'assurer de leur bon état. L'inspection demande également à l'exploitant de l'informer de la remise en état des deux cheminées endommagées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Prévention de la pollution de l'air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2002, article III-2-4
Thème(s) : Risques chroniques, Evacuation – diffusion
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les rejets à l'atmosphère canalisés seront effectués par l'intermédiaire de cheminées permettant une bonne diffusion de façon à limiter la concentration dans l'air de produits polluants.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'actionnariat de l'entreprise a changé en 2022 et des renouvellements de personnels ont eu lieu depuis avec un changement de direction et de responsable HSE. L'exploitant a déclaré ne plus avoir accès à ses dossiers de demande d'autorisation environnementale. Un dossier de demande d'autorisation environnementale a été déposé en août 2001 et son instruction a conduit à l'arrêté préfectoral du 03 juillet 2002. Un autre dossier de demande d'autorisation d'exploiter a été déposé en mai 2010 pour la régularisation du tunnel de dégraissage et les prescriptions complémentaires ont fait l'objet de l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2012. L'inspection des installations classées a proposé à l'exploitant de venir consulter les dossiers papiers disponibles dans les bureaux de l'inspection au Havre. L'exploitant a réalisé une copie, le temps de la visite, du document "Etude d'impact environnemental du site de 2H Energy en vertu d'une demande de permis de construire" du 27 mars 2012 avec lequel est venu l'inspecteur.</p> <p>Sur la base de ses dossiers, notamment l'étude d'impact ci-dessus mentionnée, l'inspection des installations classées a proposé à l'exploitant de reprendre le volet sanitaire de ses études et de démontrer que le rejet des fumées de combustion, à une hauteur inférieure à 15 mètres et sans augmentation de la vitesse, n'avait pas de conséquence sur les conclusions du volet sanitaire de ses dossiers. Ce volet sanitaire avait pris en considération, en 2001 et en 2010, un rejet à 15 mètres au dessus du sol pour les cheminées de l'atelier d'essai des groupes électrogènes.</p> <p>Après des échanges de courriels les 07 et 16 février 2026, l'exploitant a informé l'inspection des installations classées que, suite à l'événement survenu, les cellules 2 et 3 ne sont actuellement pas exploitables. En conséquence, le fonctionnement du site est assuré uniquement par les deux cheminées en état, à savoir les cheminées 1 et 4. L'exploitant s'est engagé à maintenir ce mode de fonctionnement jusqu'à la remise en état des installations concernées ou jusqu'à la mise en œuvre d'une solution technique conforme à la réglementation en vigueur.</p> <p>Comme demandé au point de constat précédent, l'exploitant informera l'inspection des installations classées de la remise en état de ses deux cheminées endommagées ou de la mise en place d'une solution technique conforme à la réglementation en vigueur.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Installations de combustion [...] soumise à autorisation [...] 2931 [...]

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 18

Thème(s) : Risques chroniques, Ateliers d'essais

Prescription contrôlée :

I. Les ateliers d'essais des moteurs et turbines à combustion ainsi que les installations destinées à la recherche, l'expérimentation ou la mise au point desdits équipements, soumis à autorisation au titre de la rubrique n° 2931, sont soumis aux seules dispositions du présent article.

II. La conduite et l'équipement des installations permettent de limiter les rejets de polluants lors de l'essai ou de la mise au point des moteurs ou turbines. L'arrêté préfectoral prévoit une valeur limite pour le SO₂ dès que le combustible utilisé a une teneur en soufre susceptible de dépasser 0,2 % en masse, pour les oxydes d'azote, pour le monoxyde de carbone et pour les composés organiques volatils.

III. L'arrêté préfectoral renforce les dispositions minimales prévues aux alinéas précédents concernant la limitation des émissions de polluants et la surveillance des rejets et de la qualité de l'air au voisinage des installations, notamment en fonction des conditions de fonctionnement des appareils et de l'importance des flux de polluants rejetés, et en se basant sur les dispositions prévues dans les autres articles du présent arrêté.

Constats :

A l'issue de la visite d'inspection du 28 janvier 2026, lors d'une conversation téléphonique avec le responsable production et maintenance le 29 janvier 2026, l'inspection des installations classées a suggéré une autre approche réglementaire basée sur le calcul de la hauteur minimale de la cheminée associée aux cellules d'essais 2 et 3.

Les activités d'essais de groupes électrogènes sont soumises à autorisation au titre de la rubrique ICPE n°2931. S'applique à cette activité l'unique article n°18 de l'arrêté ministériel du 03 août 2018. En partie III., il est mentionné la possibilité de se baser sur les dispositions des autres articles pour renforcer les dispositions minimales des parties I. et II..

A la partie C de l'article 23 de l'arrêté ministériel est défini le calcul de la hauteur minimale que doivent avoir les cheminées d'un équipement concerné par l'arrêté. Même si ce calcul ne concerne que les cheminées construites après la publication de l'arrêté ministériel du 03 août 2018, il constitue une approche réglementaire sur laquelle l'exploitant pourrait se baser pour justifier de l'utilisation des cheminées endommagées.

Par courriel du 16 février 2026, l'exploitant a fait savoir à l'inspection des installations classées qu'il n'utiliserait que les cheminées non endommagées et maintiendrait à l'arrêt les cellules 2 et 3 jusqu'à la remise en état des cheminées associées à ces cellules.

Type de suites proposées : Sans suite